



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 12 MARS 2021

Hier 11 mars 2021, à l'appel d'enseignant·es, enseignant·es-chercheur·es, formatrices et formateurs, étudiant·es, une **journée d'action dans les INSPÉ a vu** se multiplier sur tout le territoire des initiatives et mobilisations **contre la réforme de la formation des enseignant·es et des CPE et des concours**, que le gouvernement compte mettre en place à la rentrée 2021.

Reçues en audience par le MEN (le MESRI étant encore absent), les organisations syndicales (FERC-CGT, FNEC-FP FO, FSU, SUD Éducation) appelant à cette journée ont fait part des oppositions de fond que cette "réforme" suscite chez les actrices et les acteurs de la formation. Elles et ils sont opposé·es :

- à l'utilisation des étudiant·es comme moyens d'enseignement seul·es en responsabilité de classe avant concours, mal payé·es qui plus est - alors que l'État autorise par ailleurs l'enseignement privé sous contrat à placer les étudiant·es en surnombre dans ses établissements, leur réservant ainsi de bien meilleures conditions de formation ;
- au deuxième oral de concours sous forme d'entretien de recrutement ;
- au temps plein pour l'année de fonctionnaire stagiaire des lauréat·es titulaires d'un master MEEF ;
- à l'ingérence de l'employeur dans la conception et la mise en œuvre des maquettes universitaires...

Une AG inter-INSPE réunissant le soir même près de 100 enseignant·es, formatrices et formateurs représentant une quinzaine d'académies, a conclu à la nécessité de poursuivre et d'amplifier la mobilisation, à l'occasion de la journée de mobilisation des organisations de jeunesse contre la précarité du 16 mars notamment. **Il est urgent de retirer cette "réforme", très majoritairement refusée par les personnels, et d'ouvrir de réelles concertations.** ■

Paris, le 12 mars 2021